

VERS UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MAJEURE : LA FAILLITE DU CAPITALISME SUITE AU CORONAVIRUS ?

Nous venons d'entrer dans une période inédite pour la totalité d'entre nous. Outre la question sanitaire qu'on ne saurait négliger, se pose avec tout autant d'acuité celle des effets économiques et sociaux d'une crise brutale entamée et déjà vécue par des millions de salarié-es, de chômeur-euses, de jeunes, de retraité-es.

Parce qu'il y a urgence à préparer le plus tôt possible la riposte à une offensive qui ne manquera pas de nous inviter aux « sacrifices » très rapidement, nous devons commencer dès maintenant à en débattre. Face à une offensive contre nos droits, nos emplois, nos salaires... aux « aides » de l'Etat pour les entreprises, il faut d'ores et déjà se préparer à riposter.

À CE STADE, QUE SAVONS-NOUS DE CETTE CRISE ?

Nous pouvons dégager trois points qui nous semblent essentiels :

La crise est profonde

Il n'y a aucun précédent historique comparable à la pandémie de coronavirus d'aujourd'hui. Elle est le fruit du pillage de la planète par la destruction des environnements naturels et de la biodiversité. Cette surexploitation des ressources fait partie des piliers du capitalisme avec l'économie mondialisée, sa financiarisation et la main-mise des multinationales. Cette crise sanitaire a eu pour conséquence l'arrêt brutal de cette économie mondialisée par la mise à l'arrêt de chaînes de production.

Dans une économie mondialisée, interconnectée comme l'est la nôtre aujourd'hui, les conséquences s'annoncent vertigineuses.

En quelques jours s'est installée une dynamique dépressive qui, même si l'on juge peu pertinente la distinction entre crise de l'offre et crise de la demande, paraît combiner l'une et l'autre.

Dans un tout premier temps, nous avons eu affaire à un ralentissement rapide de la production et même, dans certains services (ex. le tourisme), à un arrêt total de l'activité. Le processus s'est ensuite étendu à un nombre croissant d'industries manufacturières. Ce mouvement de récession s'approfondit de jour en jour et s'accompagne de licenciements ou de mise au chômage partiel.

Les premier-es touché-es appartiennent à la variable d'ajustement ordinaire du capitalisme contemporain : les emplois précaires, saisonniers, intérimaires, intermittents, CDD, auto-entrepreneur-es... Pour tous et toutes, cela se traduit par une diminution des rémunérations, plus ou moins importante selon les cas. À son tour, la crise génère une contraction de la demande (baisse de la consommation), entraînant l'ensemble de l'économie dans une spirale dépressive. D'ores et déjà, la chute de la production

aura été plus rapide que lors de la crise de 2008-2009.

Si l'origine de la crise est d'ordre sanitaire, ce n'est pas pour autant que nous devons en conclure qu'elle est le simple résultat d'un accident provoqué par un seul facteur exogène : un virus. Les capitalistes et politiques ont toujours expliqué les crises comme d'origine exogène (pétrole) et dédouaner ainsi la responsabilité de l'organisation de l'économie financière mondialisée. Il ne s'agit pas ici de nier un fait de santé tangible mais de vouloir souligner une réalité. Derrière ce premier plan apparent se joue autre chose : la crise d'un système socio-économique (le capitalisme), dont la santé était déjà précaire, confronté à ses limites et contradictions par un événement imprévu. Même si la chute des prix du pétrole est aussi liée à la présente crise sanitaire mondiale mais pas uniquement, la politique des banques qui n'ont pas tenu compte de la précédente crise financière, les politiques protectionnistes américaines... ne sont pas liées au coronavirus. C'est cette réalité que, comme organisation syndicale, nous allons devoir affronter.

Les banques centrales, les gouvernements tentent de freiner la crise économique et financière

La FED (banque centrale états-unienne), la banque centrale européenne, du Japon, ont annoncé un arsenal de moyens monétaires hors norme :

Abaissement des taux directeurs, assurance d'accès illimité à la liquidité pour les banques, rachats de titres sur les marchés. Tous les instruments à leur disposition sont sollicités. Chacune d'entre elles se dit disposée à aligner des centaines de milliards pour tenter de juguler la crise.

Le 18 mars dernier, la BCE a annoncé un gigantesque programme de rachat d'actifs de 750 milliards d'euros. Avec les mesures prises précédemment, le montant d'intervention total dépasse désormais les 1 000 milliards d'euros. La BCE garantit ainsi la solvabilité des États grâce

à sa capacité illimitée de création monétaire.

Les gouvernements injectent des milliards pour limiter la casse, faisant voler en éclat les principes de rigueur budgétaire tandis que, officiellement, l'UE a suspendu la règle d'or de limitation des déficits des États membres.

Aux États-Unis, c'est un plan de 2 200 milliards qui a été adopté. Les pays du G20 se sont engagés à verser plus de 5 000 milliards dans l'économie. Le gouvernement Macron a annoncé un plan d'urgence de 45 milliards en réponse à la diminution du taux de croissance de 1,2 % à -1 %. Selon les prévisions, le déficit pourrait atteindre -3,9 % du PIB contre le taux prévu de 2,3 % et la dette passera certainement la barre des 100 % du PIB.

Car derrière le risque de récession économique grave, il y a aussi le risque de krach financier, boursier, qui entraînera une crise économique et sociale encore plus importante.

La crise économique pourrait rapidement se propager à la sphère financière. « L'abaissement des taux d'intérêt et les plans de relance budgétaire offrent un peu de "répit", mais l'effondrement de la demande est susceptible de dégrader la qualité du crédit et d'accentuer les défauts de paiement » dit une agence de notation américaine à propos de la situation en Asie, mais cette description d'un cercle vicieux peut tout aussi bien s'appliquer à tout le système mondial.

L'effondrement des marchés boursiers (en particulier ceux où sont cotées les actions) en est l'illustration

Malgré l'action des banques centrales, et l'injection de milliards des gouvernements pour les entreprises (quitte même à reparler de nationalisations !), la chute des marchés boursiers a été forte. En un mois, le Dow Jones a perdu plus de 37 % de sa valeur. Les principales places boursières dans

le monde connaissent des déroutes comparables. Les mécanismes de recherche de profits, les « craintes » d'un dévissage, font que la baisse s'auto-entretient.

Cette baisse a été jugulée pour l'instant par l'annonce du plan de relance exceptionnel aux États-Unis : les indices de Wall Street ont enregistré une forte hausse suite à cette annonce, le Dow Jones grimant de 17,6 % et le NASDAQ de 9,1 %. Des annonces concernant la production de tests et de vaccins par de grands groupes pharmaceutiques ont aussi « rassuré » les marchés ainsi que les espoirs de plus en plus de sortie du confinement, preuve encore une fois du rôle du facteur « psychologique » sur les cours de la bourse.

Bien sûr, nous n'avons pas à nous lamenter sur le sort des pseudo « investisseurs », les capitalistes qui se servent des bourses des valeurs comme théâtre de leurs spéculations. Cependant, ce sont des indicateurs sur les anticipations du patronat, car sur ces marchés opèrent des fonds spéculatifs (« hedge funds »), de placement ou d'investissement ainsi que des fonds de retraite par capitalisation.

De ces mouvements de capitaux, nous pouvons déduire les stratégies en cours. Conformément à leur conception « court termiste » du retour sur investissement, nous savons où ils n'hésiteront pas à : restructurer, tailler dans les effectifs et fermer ce qui ne leur offrira pas une rentabilité suffisante. De ce point de vue, l'industrie automobile, les compagnies aériennes ou le tourisme sont bien menacés.

Nous devons donc nous préparer à affronter une conjoncture marquée par des disparitions d'entreprises et des destructions d'emplois de salarié·es et de travailleur·euses prétendument indépendants. Dès à présent le nombre de personnes mises au chômage se compte par dizaines de millions à l'échelle mondiale.

Dans une étude publiée mercredi 18 mars, l'organisation internationale du travail (OIT) estime que la perte pourrait concerner jusqu'à 25 millions d'emplois.

La réduction massive d'emplois va s'accompagner d'un appauvrissement important des travailleurs·euses, avec des baisses substantielles de revenus. L'OIT évalue cette perte entre 785 milliards et plus de 3 100 milliards d'euros d'ici à la fin 2020. « Cela se traduira par une chute de la consommation des biens et des services, qui impactera à son tour les perspectives des entreprises et des économies », écrivent les auteurs du document. « La pression sur les revenus à la suite du déclin de l'activité économique touchera très gravement les travailleurs vivant autour ou sous le seuil de pauvreté. » Entre 8,8 et 35 millions de personnes supplémentaires dans le monde se retrouveront en situation de travailleurs pauvres, alors que l'OIT prévoyait, pour 2020, une baisse de 14 millions de leur nombre au niveau mondial sur un total estimé à 630 millions de travailleurs pauvres, c'est-à-dire gagnant moins de 3,20 dollars par jour (2,90 euros). »

POURQUOI AVONS NOUS BESOIN D'ANTICIPER LA SUITE ?

Toute crise a une fin. Le capitalisme ne s'effondrera pas sous le seul poids de ses contradictions internes. La classe dominante n'est pas prête de passer la main et elle prépare déjà sa « sortie de crise », et à nous en faire payer le prix. C'est pourquoi nous avons besoin d'aborder la question des implications des différentes mesures déjà annoncées et de celles qui devraient suivre. Nous pouvons dès maintenant analyser les trois niveaux d'interventions mis en œuvre par les États, décrits ci-après.

Les mesures de crédit

Elles ont déjà été engagées via la baisse des taux directeurs par la Banque centrale. Ils servent de base à la fixation des taux des prêts aux agents économiques par les banques de second rang. Il s'agit d'éviter un « credit crunch » en incitant ces banques commerciales à prêter à court terme aux entreprises en difficulté. Cette politique se heurte à deux obstacles. D'une part, les taux d'intérêt sont déjà très faibles aux États-Unis ainsi qu'en Europe où ils peuvent être né-

gatifs. Ceci laisse peu de marge bénéficiaire aux yeux des banques, qui sont des entreprises capitalistes dont le moteur est le profit escompté. D'autre part, dans une conjoncture où la demande de crédit risque d'être très supérieure à l'offre, les banques détiennent un pouvoir exorbitant, celui de décider qui doit être financé et qui ne le sera pas. Avec toutes les conséquences sociales que cela peut entraîner.

Les mesures monétaires

La principale (le « quantitative easing ») consiste en un rachat massif de titres de dettes (des obligations) de banques, entreprises ou emprunteurs immobiliers afin d'injecter des liquidités dans une économie menacée de défaut de paiement. Accessoirement, cela autorise des institutions financières à se défausser sur les banques centrales afin de ne pas avoir à payer le prix des opérations spéculatives auxquelles elles se sont livrées ces dernières années. Si tant est qu'elle circule et ne soit pas consacrée comme souvent à la spéculation, cette augmentation de la masse monétaire se dirigera dans un premier temps vers les secteurs encore actifs (la santé, la pharmacie, l'agro-alimentaire, la logistique, la grande distribution...) puis par la suite alimentera une demande de biens et services qui pourrait alors se heurter à une offre insuffisante. Au risque de créer une tension sur les prix, voire un retour de l'inflation que ne pourrait supporter la

partie de la population dont les revenus auront été amputés.

Les mesures budgétaires

A très court terme, elles devraient être employées à assister les secteurs les plus touchés par la crise (l'automobile, l'aéronautique, les compagnies aériennes...). Cela prend la forme de reports ou de dispenses au moment du règlement des impôts et cotisations sociales ou même de subventions directes.

Cette politique de relance devrait être poursuivie par la suite mais aussi s'accompagner d'aides aux personnes dont les revenus ont fondu. Cependant, si elle n'est pas assortie d'une hausse des recettes, elle se traduira par un creusement du déficit budgétaire. Les États européens, qui ne maîtrisent plus la création monétaire, devront alors emprunter sur les marchés. En général, une demande d'emprunt en croissance rapide amène une élévation des taux d'intérêt pour les obligations d'État et donc une augmentation de la charge de la dette qui servira alors de justification à une réactivation des politiques d'austérité. Pour certains États, ces mesures seront d'autant brutales que les financiers n'hésiteront pas à user des différences de taux d'intérêt (le « spread » avec l'Allemagne) pour s'acharner sur les pays les plus fragiles, comme ce fut le cas pour la Grèce après 2010. Avec, dans cette hypothèse, un risque accru d'implosion de la zone euro.

MAIS POURQUOI EST-IL LÉGITIME DE PARLER DE CRISE STRUCTURELLE ?

Si cette crise trouve son point de départ dans un événement inattendu (le développement rapide d'une pandémie), elle ne doit pas, pour autant, être réduite à un accident. Elle s'inscrit dans une continuité historique : le mode de développement que connaît le capitalisme mondial depuis les années 80. Trois caractéristiques sont à mettre en avant.

La forme prise par l'accumulation du capital depuis 30 ans

Afin de conforter son rapport de force entre Capital et Travail, le patronat a entamé une opération de réorganisation de la production dès les années 80. On est passé d'un capitalisme « fordiste » à un capitalisme « financiarisé et mondialisé ». Conséquence, les stratégies des multinationales sont imposées par la finance (le « pouvoir des actionnaires »). Celle-ci a été conduite sur deux plans :

– Interne aux entreprises d'abord, en imposant la flexibilité (des emplois, des salaires, du temps de travail), la pratique du « juste à temps » (zéro stock) et le repli sur le « cœur de métier » par l'externalisation et la sous-traitance pour améliorer la rentabilité du capital propre des entreprises (objectif : 15 % !)

– Externe ensuite, en délocalisant les industries de main d'œuvre vers les pays à bas salaires et sans protection sociale des salarié-es. Ces pratiques, par la multiplication des sites complémentaires et par leur éloignement géographique, ont segmenté le processus de production et allongé la « chaîne de valeur » et fragilisé l'ensemble du dispositif. Tout arrêt d'un lieu de production peut casser la chaîne d'approvisionnement et bloquer tout le système.

Cela s'est passé lors de la mise à l'arrêt des sites chinois et coréens et entraîné la rupture d'un processus productif qui assurait la fourniture de composants, de pièces détachées ou de produits finis à des entreprises dans le monde entier. L'industrie pharmaceutique en a fourni un exemple

probant.

Conformément à la théorie du « battement d'ailes du papillon », un simple dysfonctionnement sur un marché chinois a provoqué un chaos économique mondial. Car, comme pour la crise de 2008, l'interdépendance des économies a accéléré l'extension de la crise au niveau international.

Les politiques néo-libérales

En appui au patronat et au travers des mesures d'austérité, les gouvernements successifs ont, depuis longtemps, remis en cause les dispositifs de protection sociale et la continuité des services publics. En réduisant la fiscalité sur le capital et les hauts revenus, ils ont amputé les dépenses budgétaires et donc les investissements publics. Comme on le voit aujourd'hui, ils ont ainsi largement contribué à démanteler les barrières qui auraient pu atténuer les effets de la pandémie et empêcher son expansion. Les difficultés rencontrées par les hôpitaux publics dans la gestion de la situation sanitaire en sont l'évidente démonstration.

La dictature de la finance

Même si, contrairement à 2008, l'événement fondateur de la crise ne vient pas du système financier lui-même, celui-ci participe à l'extension de la crise. Dérégulation et dépendance des États à l'égard des marchés ont privé les gouvernements des moyens de réagir rapidement à la crise.

Ne disposant plus des instruments de la politique monétaire, dépendants des marchés financiers pour assurer le paiement des dépenses publiques, ils ont été contraints de ménager les détenteurs des capitaux et de se soumettre aux exigences des institutions financières.

La dérégulation et la libre circulation des capitaux a désarmé les gouvernements dans la gestion des crises. Ce qui ne laisse présager rien de bon pour l'avenir.

QUELLES CONCLUSIONS TIRER ?

Ce qui se décide aujourd'hui et ce qui va se décider demain est lourd de conséquences graves pour l'avenir.

Dans un système où les rapports sociaux de production n'auront pas changé, la situation dépendra du rapport de force au moment de la « sortie de crise » et au-delà.

La « sortie » du capitalisme, ou même la « réorientation » des politiques économiques et sociales ne seront pas « naturelles », même après cette crise !

Le directeur général de l'OIT affirme dans son étude du 18 mars dernier qu'« Il faut absolument protéger les revenus des travailleurs·euses, s'assurer que les politiques publiques garantiront la protection sociale pour tous, surtout des plus vulnérables. De même, les entreprises, dont certaines ne paient pas d'indemnités maladie, doivent, comme lors de la crise de 2008, trouver les moyens de conserver les emplois. ». Il convient donc de veiller à préserver les travailleur·euses occupant les emplois les moins rémunérés, les jeunes, les femmes, les salarié·es âgé·es ou encore les migrant·es, insiste l'OIT.

Même la Banque Mondiale souligne l'importance de politiques publiques et la nécessité de « prendre des mesures budgétaires pour renforcer la politique de santé publique et offrir une protection sociale afin d'amortir les chocs, en particulier à destination des plus fragiles économiquement ». Ce discours de la Banque Mondiale est bien loin de leur doxa libérale habituelle. Ces déclarations voudraient faire croire à une réorientation en cours.

Gageons que le patronat invoquera la « reconstruction de l'économie », la nécessité du retour à « l'équilibre » et « l'impératif de compétitivité » pour pousser son avantage. Sans se risquer dans une prospective hasardeuse, nous pouvons recenser **les terrains où se joueront les conflits** :

– **Celui de la protection sociale** et des politiques de redistribution où l'on ré-instaurera des mesures d'austérité expérimentées il y a moins d'une décennie (diminution des allocations et pensions, non revalorisation voire baisse des salaires, coupes dans les services publics...). Cette politique pouvant être justifiée aux yeux des gouvernants par la baisse des ressources de la protection sociale et de la fiscalité en temps de crises. Les annonces de grands plans de « défense de l'hôpital » ne doivent pas nous illusionner.

– **Celui du Droit du travail** dont des pans entiers (sur le temps de travail, les congés, les heures supplémentaires, le droit de licenciement, les droits syndicaux...) pourraient être mis en sommeil au nom de « l'effort national pour la reconstruction de l'économie ». C'est déjà le cas avec les ordonnances adoptées pour répondre à l'urgence sanitaire. L'expérience nous a montré que souvent les mesures mises en place pour faire face à des crises sont devenues pérennes, par exemple en matière de sécurité. Et toute expérimentation en la matière est un nouveau risque pour les travailleur·euses.

– **Celui des arbitrages budgétaires** où, au nom des priorités, certains services publics seraient invités à consentir des sacrifices afin de réorienter les investissements vers des secteurs considérés comme prioritaires.

– **Celui des politiques fiscales** où, au nom de la priorité donnée aux investissements, seraient augmentés les im-

pôts indirects (hausse du taux de TVA) et réduits les impôts directs comme la baisse ou la dispense de règlement des impôts sur les revenus du capital dès lors qu'ils sont ré-investis.

– **Celui des privatisations de certains services publics ou des entreprises** qui auront été renflouées par de l'argent public au nom du principe selon lequel les profits sont privatisés et les pertes socialisées. Nos dirigeants ne sont pas nécessairement dans la contradiction quand ils disent aujourd'hui qu'il faut « nationaliser » certaines entreprises en difficulté. Ils sont prêts à aider maintenant pour collectiviser les pertes et à re-privatiser demain pour que les profits reviennent dans des poches privées.

– **Celui des libertés publiques** et des droits de l'individu car l'instauration d'une « économie de guerre » peut être utilisée pour justifier des « mesures exceptionnelles ». L'état d'urgence sociale en ouvre déjà largement la voie.

Ce recensement est loin d'être exhaustif et nous ne sommes pas en mesure de déterminer quelles options seront privilégiées. Toutefois, nous devons nous préparer dès maintenant entamer la bataille idéologique afin de dénoncer les logiques de politiques qui déjà menées nous ont conduits dans la situation que nous connaissons.

**Maintenant ça suffit, il faut des alternatives !
Nous avons des revendications immédiates !**

Nous devons porter des revendications immédiates qui ne préjugent pas des changements à apporter : notamment, la socialisation dès maintenant des banques et des grandes entreprises d'une part et la taxation de l'ensemble des revenus du capital dont le produit serait destiné aux investissements prioritaires, un plan massif d'investissement dans le secteur de la santé, de l'éducation, une aide au développement du secteur associatif vecteur de lien social.

Nous devons aussi penser avec toutes les forces sociales à ce qui doit changer dans ce système et en particulier : la localisation de la production d'un certain nombre de biens essentiels, la réorientation de l'industrie, des services et de l'agriculture vers les besoins de la population dans le contexte du changement climatique.

Ceci devra se faire en prenant en compte les problématiques de genre, l'indispensable respect des contraintes écologiques, l'impératif de la démocratie. Sans oublier le contrôle que doivent exercer ceux et celles qui travaillent, consomment, vivent ici, sur les services publics, et la production des biens essentiels.

En agissant pour ces changements majeurs, nous pourrions faire que les leçons de cette crise soient véritablement tirées.